

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 février 2002

Original: français

**Lettre datée du 8 février 2002,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Maroc
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'avis juridique qui a été rendu par M. Hans Corell, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique, le 29 janvier dernier, était destiné au Conseil de sécurité, en tant qu'organe politique. Cet avis ayant fait l'objet d'une large diffusion, le Royaume du Maroc se doit, du point de vue du droit international, de vous adresser la mise au point suivante :

Dans sa lettre du 13 novembre 2001, la Présidente du Conseil de sécurité avait demandé à M. Hans Corell son avis sur la légalité des contrats de prospection pétrolière signés par le Gouvernement marocain avec les sociétés américaine Kerr McGee et française Total Fina Elf. Le Conseiller juridique, après avoir rappelé que le Gouvernement marocain lui a donné toute l'information nécessaire, a conclu que ces deux contrats, « qui sont l'objet de la demande du Conseil de sécurité, ne sont pas illégaux en eux-mêmes ». La question adressée au Conseiller juridique a donc reçu la réponse appropriée, à savoir que le Royaume du Maroc a agi en toute légalité.

Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies et le Conseil de sécurité déploient des efforts, qui sont de leur ressort, pour initier une solution politique au différend régional sur le « Sahara occidental ». Ainsi, dans son rapport en date du 24 avril 2001, le Secrétaire général des Nations Unies s'est déclaré « convaincu que l'on est maintenant mieux à même de déterminer si le Gouvernement marocain en tant que puissance administrative au Sahara occidental est disposé à offrir à tous les habitants et anciens habitants du territoire ou à appuyer un transfert de responsabilité dans certains domaines, qui soit authentique, important et conforme aux normes internationales » (voir S/2001/398, par. 19). La qualité de puissance administrative, et non administrante (au sens de l'Article 73 de la Charte), a été d'ailleurs évoquée par le Conseiller juridique.

C'est à partir du rapport susmentionné du 24 avril 2001 que l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. James Baker, a proposé aux parties un projet d'accord-cadre, entériné par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1359 du 29 juin 2001, qui les encourage à un règlement politique, sur la base d'une large délégation de compétences à des institutions élues, dans le cadre de la souveraineté marocaine.



Le Royaume du Maroc espère que la négociation préconisée par le Conseil de sécurité s'ouvrira dans les meilleurs délais afin de parvenir à une solution durable à ce différend régional.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, de faire assurer la publication de la présente lettre comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Royaume du Maroc
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Mohamed **Bennouna**
